



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Secrétariat Général Service des ressources humaines Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales Bureau des affaires statutaires et réglementaires Adresse : 78 rue de Varenne – 75349 Paris 07 SP Suivi par : Odile SCHELTIE Tél : 01 49 55 48 06 Fax : 01 49 55 83 20 Réf. Interne : NS journeesolidarite	NOTE DE SERVICE SG/SRH/SDDPRS/N2006-1002 Date: 04 janvier 2006
---	---

Date de mise en application :

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

Annule et remplace :

à

Date limite de réponse :

📄 Nombre d'annexe: 0

Objet : Organisation de la journée de solidarité au Ministère de l'agriculture et de la pêche

Bases juridiques :

- la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées
- le décret n°2004-1307 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat
- Courrier Fonction Publique du 27 septembre 2005

Résumé : La présente note fixe la journée de solidarité pour les personnels relevant du Ministère de l'agriculture et de la pêche.

MOTS-CLES : journée de solidarité

Destinataires	
Pour exécution : Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement	Pour information : Etablissements publics Syndicats

La loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées institue le principe d'une journée de solidarité en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Par ailleurs, le décret n°2004-1307 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat fixe la durée du temps de travail à 1607 heures par an dans la fonction publique de l'Etat.

En application de ces nouvelles dispositions, et à compter du 1^{er} janvier 2005, le lundi de Pentecôte est devenu un jour travaillé pour les agents du ministère de l'agriculture et de la pêche. La durée de cette journée de travail est fixée à 7 heures quel que soit le cycle de travail individuel des agents. S'agissant des agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, les sept heures de cette journée de travail sont proratisées par rapport à la quotité de temps de travail correspondant.

Suite à la mise en œuvre de la première journée nationale de solidarité en 2005, un rapport, élaboré par le comité de suivi et d'évaluation de la journée de solidarité, a été remis au Premier Ministre le 19 juillet 2005. Au regard du diagnostic établi et des propositions dégagées, le Premier Ministre a souhaité appliquer le dispositif avec davantage de souplesse, comme la loi du 30 juin 2004 le permet déjà. En effet, l'article 6 dispose : « dans la Fonction Publique d'Etat, cette journée prend la forme d'une journée fixée par arrêté du ministre compétent après avis du comité technique paritaire ministériel concerné . A défaut de décision intervenue avant le 31 décembre de l'année précédente, la journée de solidarité est fixée au lundi de Pentecôte »

Aussi, par courrier du 27 septembre dernier, le Ministre de la Fonction Publique a demandé à chaque département ministériel d'arrêter les modalités pratiques selon lesquelles les sept heures de travail correspondant à cette journée de solidarité seront effectuées, en indiquant plusieurs hypothèses indicatives mais non limitatives.

Un arrêté, en date du 22 décembre 2005, approuvé au comité technique paritaire ministériel du 13 décembre 2005, fixe les modalités d'application de la journée de solidarité au Ministère de l'agriculture et de la pêche au 1^{er} janvier 2006.

I- Application de la journée de solidarité au Ministère de l'agriculture et de la pêche

A) Pour les agents des directions d'administration centrale et des services déconcentrés soumis au forfait journalier et aux cycles de travail supérieurs à 35 heures .

Une journée sera décomptée du contingent des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail, avec restitution au crédit de l'agent du temps accompli, selon le cycle de travail, au delà de sept heures (que le décompte soit enregistré sous une forme automatisée ou non).

Exemple 1 : pour un agent à temps plein dont le cycle de travail de 38h30 équivaut à 7h42 par jour sur 5 jours, le crédit restitué correspond à 42 minutes

Exemple 2 : pour un agent à temps partiel 80% dont le cycle de travail de 38h30 équivaut à 7h42 par jour sur 4 jours, le crédit restitué correspond à 42 minutes + (7h-5h36) = 2h06 minutes

Exemple 3 : pour un agent à temps partiel à 80% dont le cycle de travail de 35h40 équivaut à 7h08 par jour sur 4 jours, le crédit restitué correspond à 8 minutes + (7h-5h36) = 1h32 minutes

Exemple 4 : pour un agent à temps partiel à 60% dont le cycle de travail de 37 h équivaut à 7h24 par jour sur 3 jours, le crédit restitué correspond à 24 minutes + (7h-4h12)= 3h12 minutes

Quotité de temps de travail	Temps travaillé la journée de solidarité
100%	7 h
90%	6 h 18
80%	5 h 36
70%	4 h 54
60%	4 h 12
50%	3 h 30

- B) **S'agissant des agents des directions d'administration centrale et des services déconcentrés ayant choisi le cycle hebdomadaire de 35 heures sur 5 jours ou 4,5 jours ainsi que le cycle « bi-hebdomadaire »**, ils seront soumis à un fractionnement horaire sur l'année considérée, effectué aux dates déterminées par l'autorité responsable de l'organisation du service. Ce dispositif fera l'objet d'une présentation devant le comité technique paritaire local compétent. Ils devront effectuer au regard de leur quotité de travail, le temps de travail indiqué par le tableau ci-dessus. Le temps travaillé pour la journée de solidarité est déterminé au regard de la quotité de travail de l'agent au 1^{er} janvier 2006.

C) S'agissant des personnels enseignants, des personnels d'éducation et des personnels administratifs de l'enseignement agricole, les dispositions de l'arrêté du 4 novembre 2005 fixant la journée de solidarité pour les personnels relevant du Ministère de l'éducation nationale ont été retenues. Elles distinguent :

1° pour les personnels enseignants du second degré et les personnels d'éducation, une journée, le cas échéant fractionnée en deux demi-journées, sera consacrée hors temps scolaire à la concertation sur le projet d'établissement et, dans les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole, à la définition d'un programme d'action en faveur de l'orientation et de l'insertion scolaire sociale et professionnelle des jeunes.

Sa date est déterminée par le chef d'établissement après consultation des équipes pédagogiques.

Ce dispositif sera consacré, hors temps scolaire, à une activité concourant directement à la conduite de la politique éducative de l'établissement scolaire. Il doit permettre d'entreprendre, de reconduire et d'étendre toutes les actions dont les indicateurs montrent qu'elles contribuent à une plus grande réussite des élèves, notamment ceux en difficulté.

Il prendra la forme d'une concertation supplémentaire sur le projet d'établissement, sur les actions en faveur de l'orientation et de l'insertion scolaire et professionnelle des jeunes. Dans ce contexte, il conviendra de prendre en compte particulièrement toute initiative permettant l'organisation d'activités en direction des élèves (travail de soutien, information liée à l'orientation, ...) ou en direction des parents (nouvelles rencontres, entretiens avec les enseignants...).

Comme toute réunion de cette nature, les travaux donneront lieu à compte rendu et contribueront concrètement à l'élaboration de ces documents. Les représentants de la communauté éducative devront être associés, représentants de parents d'élèves, des collectivités territoriales, ainsi que de l'ensemble des catégories de personnels affectés dans l'établissement.

2° pour les autres personnels de la communauté éducative, la journée de solidarité prend la forme d'une journée ou d'une durée de travail de sept heures, continue ou fractionnée, effectuée aux dates déterminées par l'autorité responsable de l'organisation du service après consultation des personnels concernés et présentation du dispositif devant le comité technique paritaire local compétent.

Les dates auxquelles les agents seront appelés à effectuer le service lié à la journée de solidarité doivent être fixées sans délai. Les chefs d'établissements veilleront donc à ce que les consultations prévues soient engagées dans les meilleurs délais.

Le lundi de Pentecôte 2006 sera chômé au Ministère de l'agriculture et de la pêche.

II-Dispositions particulières

Situation des agents exerçant en abattoir

Les abattoirs, employeurs privés, sont soumis aux conventions collectives de leur branche. Ils fixeront pour les personnels du ministère de l'agriculture et de la pêche, exerçant leurs fonctions au sein des abattoirs, l'organisation de la journée de solidarité au sein de leur établissement.

Situation des agents changeant de quotité de travail ou de cycle de travail en cours d'année

Pour les agents ne bénéficiant pas de jours ARTT et soumis au fractionnement horaire qui connaissent un changement de quotité de travail ou de cycle de travail en cours d'année (lorsque le RIALTO le prévoit), ils se verront appliquer les dispositions du I-B) dernier alinéa à savoir « le temps travaillé pour la journée de solidarité est déterminé au regard de la quotité de travail de l'agent au 1^{er} janvier 2006 ».

S'agissant des agents qui se verront prélever une journée au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail avec restitution au crédit du temps accompli, le prélèvement de la journée ARTT sera réalisé dès l'ouverture des droits à congés 2006.

Situation des agents de droit privé recrutés sur la base de « contrats aidés »

Les dispositions de l'article 2 alinéa 2 de l'arrêté susvisé fixant la journée de solidarité pour les personnels du Ministère de l'agriculture et de la pêche leur sont appliquées. La journée de solidarité pour ces agents de droit privé recrutés sur la base de « contrats aidés », notamment dans le secteur de l'enseignement, devra prendre la forme d'une journée ou d'une durée de travail de sept heures, continue ou fractionnée, effectuée aux dates déterminées par l'autorité responsable de l'organisation du service après consultation des personnels concernés et présentation du dispositif devant le comité technique paritaire local compétent.

Le Secrétaire Général

Dominique SORAIN